

L'ABELLE DE DEMAIN.

SOMMAIRE.

Les Deux Conventions, suite, J. Gentil. Les portes chaudes du siècle. Les portes-monnaies. Les Chinois à table. Les Linnéistes. Balzac au Panthéon. La Source. Cérémonial Canit, poésie, J. G. L'Œil d'Or, feuilleton du dimanche. Maudslayi, chifon. L'Actualité, etc., etc.

NOTRE EDITION

-DU-

1er Septembre.

Pour rester fidèle à la tradition, L'ABELLE publiera cette année, le 1er septembre, une revue complète des opérations financières et commerciales de l'exercice 1899-1900 à la Nouvelle-Orléans.

Cette Revue renfermera tous les renseignements de nature à intéresser sur les progrès du commerce et de l'industrie, l'état des récoltes, les cours des valeurs publiques. Elle renfermera également des matières d'actualité et de la variété plairont même aux plus exigeants.

Ce numéro présentant un intérêt plus qu'ordinaire sera tiré à un nombre considérable d'exemplaires qui se répandront dans toutes les directions, autant dans les Etats voisins que dans les sections rurales de la Louisiane et en ville.

L'occasion sera donc exceptionnelle ne s'offrant qu'une fois l'an—pour les annonceurs tenant à s'adresser à un public nombreux.

Nous invitons ceux qui désirent des exemplaires de ce numéro, quel qu'en soit le nombre, à nous livrer leurs commandes le plus tôt possible.

SOUSCRIPTION.

Subscription ouverte en faveur des veuves et des orphelins des officiers de police tués dans l'accomplissement de leur devoir :

- A. Pérès..... 3 00
Henri Bouley..... 1 00
Mme L. Bazaudan du Restaurant de la Louisiane..... \$15 00
Chee Kung Tong, caissier de la société des Français-Maçons chinois..... 20 00
M. A. Macarty..... 2 00
Alexis Bibot..... 5 00
Mme J. V. Pilkington..... 2 00
G. Esby..... 1 00
Typographes de l'Abelle..... 1 00
L'ABELLE..... 25 00
Paul Capdevielle, maire..... 5 00
Jean Pons..... 2 00
J. Emile Rivet..... 1 00
S. Vidalat..... 2 00
Un employé de l'ABELLE..... 1 00
John P. Lewis..... 5 00
Fou Loy Tai & Cie..... 5 00
Quong Sun & Cie..... 5 00
Hop Kee..... 5 00
Ou Yek..... 5 00
A. C..... 1 00
\$112.00

LA CAMPAGNE

Contre les Trusts.

Enfin, nous savons à quel nous en tenir sur la campagne que commence, en ce moment, le parti démocrate; nous savons sur quel terrain va précisément s'engager la grande lutte.

Nous nous en doutions bien d'avance. Nous n'ignorions rien des antécédents de M. Bryan et de son très digne collègue, M. Stevenson.

Lancés comme ils le sont depuis nombre d'années dans une guerre ardente contre le capital acquis et odieusement accumulé, ils ne pouvaient reculer. Ils n'ont pas trompé les populations. Tels ils étaient il y a quatre ans, tels nous les retrouvons aujourd'hui. C'est encore à la spéculation éhontée qu'ils s'attaquent et, nous ne dirons pas aux abus—l'expression serait trop douce—aux crimes qu'aujourd'hui déjà l'on commet en son nom. Que serait-ce donc si les populations aveuglées et fourvoyées laissent se prolonger, se perpétuer un régime honteux, impitoyable, qui partout ailleurs soulevait l'indignation publique.

Il savait bien ce qu'il faisait le parti qui s'intitule républicain, audacieusement et par antiphrase sans doute, quand il nous lançait dans des guerres qui assaient pour but de flatter nos amours-propres, qui allaient agrandir notre territoire et nous faire de nouveaux sujets. Il pouvait alors se retourner vers nous et nous dire : Voyez quelle œuvre glorieuse j'ai accomplie pour vous! Vous êtes, grâce à moi, une des plus grandes nations du monde et, comme puissance coloniale, vous ne le cédez qu'à la Grande Bretagne! Qui donc oserait renverser un parti qui a accompli ces merveilles et changé la face de la terre au profit des Américains!

Des trusts, il n'était plus question. A quel bon s'en troubler l'esprit! N'étions-nous pas un grandissime peuple et l'Europe pouvait-elle désormais se lancer dans une entreprise quelconque sans notre permission? Evidemment toute opposition à un pareil parti était antipatriotique, indigne de gens qui s'intitulaient Américains!

Ah! le tour était bien joué et il a fallu des hommes aussi sensés que patriotes pour apercevoir le piège et le signaler au public. La nation ne s'y est pas trompée; elle a aperçu l'abîme que l'on creusait sous ses pas; elle a compris qu'il s'agissait, avant tout, de se préoccuper de la condition intérieure du peuple. Qu'importe la richesse d'un pays, si elle ne profite qu'à quelques privilégiés? Si la grandeur ne s'acquiert qu'à l'intérieur que par l'abaissement et l'appauvrissement de la masse? Moins de conquêtes au dehors, et plus de confort, plus de liberté au dedans, voilà ce qu'il faut au peuple américain. C'est, en effet, ce qu'il demande; c'est ce que veulent lui procurer les glorieux chefs de notre démocratie. MM. Bryan et Stevenson ont mis le doigt sur la plaie. Ils veulent abolir les Trusts, les combinaisons de capitaux qui ruinent la population et tout à la veille de les réduire en véritable servage.

La honte commença à se faire jour dans bien des esprits, et nous voyons déjà des républicains de la vieille roche tourner le dos à leur parti et dire hautement qu'ils voteront le ticket Bryan. Le mouvement ne s'est accom-

pli que lentement et avec peine; il n'en sera que plus puissant et plus durable.

Dès aujourd'hui on peut prédire la victoire du parti démocrate.

LE LIVRE BLEU

- SUR -

La Chine.

On a distribué au Parlement anglais le Livre Bleu sur les affaires de Chine. Sir Claude MacDonald rapporte d'abord les événements que nous connaissons déjà.

Le 26 juin, réunion des ministres. M. Pichon expose longuement et fortement qu'il y a de graves dangers en perspective. Le ministre d'Italie l'appuie. Le ministre de Russie croit que le gouvernement réprimera les désordres et ne partage pas les craintes de M. Pichon. Au cours de la discussion, M. de Ketteler déclare qu'il ne faut rien attendre du gouvernement chinois.

Sir Claude MacDonald a, le lendemain, une entrevue avec le prince Tching qui réitère ses promesses de protection: "Les Boxers, s'écrie-t-il, sont les ennemis de la Chine". Ici s'arrêtent les communications de sir Claude MacDonald. Le gouvernement anglais reçoit le 11 juillet, par l'ambassadeur chinois, un télégramme de l'empereur de Chine, daté du 3 juillet, à l'adresse de la reine Victoria, conçu dans des termes analogues à ceux adressés aux présidents McKinley et Loubet. L'empereur y disait que l'Angleterre était portée vers l'extension territoriale; que le commerce de l'Angleterre était de 70 000 du commerce étranger de la Chine, et il faisait appel aux bons offices de la reine Victoria.

Mais la partie la plus importante du Livre bleu est celle qui se rapporte au rôle du Japon et aux négociations entre les puissances. Le 4 juillet, Lord Salisbury demandait au ministre anglais à Tokio de faire savoir au cabinet japonais que la situation des légations était désespérée, en disant que, si le Japon était en mesure d'envoyer promptement des renforts à Tien-Tsin, aucune puissance européenne n'y ferait d'objection. Le ministre britannique à Tokio répond, le 5 juillet, que le Japon estime que toutes les puissances devraient échanger des vues au sujet d'une action commune. Le Japon consentira à envoyer une forte armée si on lui garantit qu'il sera à l'abri des complications et qu'il recevra une compensation suffisante.

Lord Salisbury répond, le 6 juillet, qu'en retardant son action le Japon assume une lourde responsabilité. Les négociations internationales causeraient un délai fatal.

L'Angleterre est prête à prendre sur elle les responsabilités financières. Lord Salisbury établit une démarcation très nette entre les opérations immédiates pour sauver les légations et les opérations ultérieures dont il y aurait lieu de s'occuper. Le ministre anglais à Tokio télégraphie, le 6, que le Japon envoie assez de renforts pour porter son contingent à 20,000 hommes.

Le Livre bleu comprend 277 documents qui montrent que des négociations fort nombreuses avaient eu lieu auparavant entre les puissances relativement au concours du Japon.

L'Allemagne voulait que rien ne fût fait qui pût mettre en danger l'accord des puissances. Le Japon voulait être assuré que son intervention ne conduirait pas à un conflit avec la Russie. Enfin la Russie déclare, le 28 juin, qu'elle ne veut pas entraver sa liberté d'action, surtout après avoir exprimé l'intention de conformer son action à celle des autres puissances.

La correspondance montre que le comte Mouravieff était plein d'optimisme au sujet de la situation en Chine, mais le comte Lamsdorf était loin de partager cette opinion. Il entrevoyait que tout le nord de la Chine était plongé dans une anarchie complète.

Le 4 juillet, M. Delcassé proposait que les puissances adressassent un avertissement collectif au gouvernement de Pékin; cela devait montrer la solidarité et l'accord des puissances.

M. Delcassé insistait pour que l'unité d'action ne se trouvât pas entravée par des jalousies ni des arrière-pensées. La délivrance de Pékin était, pour le moment, le principal objet en vue.

L'Autriche accepte, le 6 juillet, la proposition de M. Delcassé. Les réponses des autres puissances ne figurent pas dans le Livre bleu.

Le 8 juin 1900, lord Salisbury télégraphie à sir Claude MacDonald que l'Espagne demande à l'Angleterre de protéger la légation d'Espagne à Pékin. Sir Claude MacDonald est autorisé à envoyer des marins anglais, si leur nombre est suffisant.

Le 10 juillet, le consul anglais à Tien-Tsin, annonce qu'à sa requête, les Japonais, les Italiens, les Autrichiens et les Américains se joindraient aux Anglais pour marcher sur Pékin; mais les Français et les Russes refusent d'envoyer des gardes, à moins qu'il n'y ait une force d'environ 1,500 hommes, ou à moins que la voie ferrée ne fonctionne. Ils proposent de faire venir cette force de Port-Arthur; mais les détachements étrangers partiront ce matin, si possible, sans attendre les Russes et les Français.

Le 22 juin, lord Salisbury demande aux Etats-Unis d'envoyer des troupes de Manille à Tien-Tsin.

LITTERATURE IMPERIALE.

L'empereur d'Allemagne, ayant tenu à assister au départ de ses soldats pour la Chine, leur vient d'adresser un discours. Il y a mis la sonorité romantique, le panache un peu bien divers et la grandiloquence mystique enfin, qui fait du langage de cet empereur un si curieux mélange d'éloquence catholique et de poésie védique.

Avant hier, à Bremerhaven, la littérature impériale a pris un autre caractère. Elle a beaucoup exalté le christianisme et pourtant cessé d'être ou plutôt de paraître chrétienne. Elle a beaucoup célébré le dévouement et la générosité de ceux qui partent pour les rivages jaunes; mais elle a, en apparence, cessé d'être chrétienne. Et elle a oublié d'être, ou plutôt de sembler, dévouée aux intérêts communs de la civilisation dans l'Extrême-Orient.

Agences ou correspondants nous ont transmis hier quelques-uns des plus importants passages de ce discours désormais historique. Toutes ses versions s'accordent sur les phrases sui-

vantes qui sont d'un ton suffisamment énergique: "Il vous faudra venger la mort, non seulement de notre ministre, mais de beaucoup d'Allemands et d'Européens. Puisse le nom de l'Allemagne s'imprimer si vigoureusement en Chine que d'ici mille ans, pas un Chinois n'ose même regarder de travers un Allemand."

Mais la plupart des journaux allemands impriment des paroles qui ne furent point reproduites chez nous: "Souvenez-vous quand vous reconquerrerez l'anneau, qu'il ne faut accorder de quartier à personne, que vous ne devez point faire des prisonniers. Maniez vos armes de façon que, pendant mille ans, aucun Chinois n'ose regarder de travers un Allemand. Ouvrez une fois pour toutes le chemin de la civilisation. Adieu, camarades."

C'est cette version, transmise par le Times, qui a provoqué hier, dans les deux mondes, une surprise et un émoi comparables à ceux qu'avait produits, jadis, la "dextre gantée de fer". Il ne faut pas s'en étonner.

Dans toute l'Allemagne le sentiment public s'éveille et proteste.

"Les paroles de l'empereur allemands doivent masquer les soldats allemands doivent massacrer tous les Chinois ou bien seulement ceux qui se rendent? Cela est contraire au droit des gens, dit le Tageblatt. On ne peut pas se dégrader ainsi sous prétexte que les Chinois sont des barbares. Cette invitation de l'empereur au massacre ne sera pas approuvée par les puissances.

En outre, elle est en contradiction avec le passage sur la nécessité d'ouvrir définitivement la Chine à la civilisation."

On ne saurait mieux dire. Sans déclamations inutiles, il faut proclamer, avec la presse allemande, que la phrase: "Pas de quartier, pas de prisonniers", si elle a été prononcée, est une désintemperance de langage les plus regrettables qu'ait encore commises l'impérial orateur. Sans doute, un ministre allemand n'aurait pu s'écarter de la ligne de conduite qui a été tenue. L'Allemagne est spécialement offensée. Mais l'Allemagne n'en reste pas moins une nation civilisée. Or, le "pas de quartier" n'est pas dans le langage civilisé.

Si nous quittons le point de vue du droit des gens et de l'humanité pour nous placer au point de vue politique, cet appel au carnage qui émeut tout le monde civilisé dénoterait que l'empereur apporte au règlement de la question chinoise une passion sincère, soigneusement entretenue qui ne peut qu'effrayer l'univers. Les affaires de Chine sont délicates entre toutes. Le devoir des souverains et des chefs d'Etat est de maintenir le concert des puissances, et dans leur propre intérêt, et dans l'intérêt même de la répression à exercer. Un état d'esprit comme celui que dénoterait le "Pas de quartier", serait bien fait pour leur inspirer quelque inquiétude.

On prétendit, il y a un peu de jours, que l'empereur méditait de faire marcher l'expédition allemande de Kiao-Tchéou directement sur Pékin, sans s'inquiéter des autres continents européens rassemblés à Tien-Tsin ou ailleurs. Après le discours de Bremerhaven, de bons esprits jugent maintenant possible que Guillaume II ait au moins envisagé cette, et séduisante perspective de prendre Pékin à lui seul, pendant que les puissances, comme jadis les Grecs devant Troie, perdent leur temps à choisir un chef et discutent un plan.

On admet mal de telles hypothèses. Mais c'est trop, déjà, qu'elles puissent se former et paraître plausibles.

Il y a bien une explication à ces explosions oratoires dont Guillaume II a coutume de surprendre le monde, et elle est très simple. C'est que le souverain allemand reste toujours l'esclave de sa rhétorique romantique, qu'il ne sait point s'arrêter et choisit toujours le terme le plus fort pour exprimer sa pensée.

L'explication vaut ce qu'elle vaut. Mais le regrettable effet de "Pas de quartier, pas de prisonniers", que cette expression soit ou non authentique, est désormais produit. Il faut souhaiter qu'une version définitive et officielle des paroles de l'empereur mette fin à toute équivoque.



OSCAR II

Le public, qui a fêté le roi Oscar II, savait que ce prince était un lettré, un poète et un orateur. On sait moins que le second fils du roi, le prince Bernhardotte, qui a épousé Mlle Ebba Munck, emploie les dons d'orateur, héréditaires dans sa famille, à prêcher le peuple des Etats paternels. Ce missionnaire, d'espèce assez rare, se trouve en ce moment dans la plus sauvage partie de la Scandinavie, en Laponie. Il recherche les endroits les plus pauvres et les plus délaissés, et, comme saint Boniface dans les antiques forêts de la Germanie, il annonce aux pêcheurs et aux chasseurs la bonne parole. Il est accompagné d'un jeune peintre de Stockholm, M. Hoving. Ils vont de hutte en hutte, évangélisant les Lapons, étudiant ainsi les besoins et la situation du pays. Quelquefois il rend visite aux autorités qu'il interroge. Et l'on assure que, plus d'une fois, il a été mal reçu par des puissants de clocher: leur intelligence ne pouvait concevoir qu'un homme, modestement vêtu, qui voyageait si simplement et qui parlait au peuple, fût précisément le fils d'un roi.

UN LIEU DE DELICES.

Il y a, sur la côte nord du Groenland, par 77 degrés de latitude, un hameau de 234 habitants, qui se trouve être la localité la plus septentrionale du monde.

Les habitants de ce village n'ont aucune loi; ils ne connaissent ni l'écriture, ni l'argent, ni tous les maux qui en découlent. Ces êtres primitifs passent leur temps à la chasse et à la pêche; ils tuent des ours, des rennes, des baleines, etc. Ajoutons qu'ils n'ont ni métaphysiciens, ni poètes, ni intellectuels, ni li-gueurs d'aucune sorte.

Etant donnée la chaleur persistante qui nous accable, nous croyons rendre service aux gens de la Nouvelle-Orléans en leur signalant ce coin de terre privilégié.

Bureau météorologique.

Washington, D. C., 10 août — Indications pour la Louisiane — Temps — généralement beau samedi et dimanche; vents légers à frais du sud-est.

AMUSEMENTS.

WEST END.

M. Weldon n'est pas seulement un excellent chef d'orchestre, c'est aussi un très habile instrumentiste, un soliste très brillant. Son solo de corne, hier soir, a été très applaudi. "Well done, sir," pourrions-nous dire.

On a fait aussi fête aux grands post-pourris sur les meilleures compositions de Paderewski et sur Mme Favart, d'Offenbach.

N'oubliez pas votre vie en fumant et en changeant de tabac. Pour abandonner l'habitude et pour les jours l'usage de tabac aride du magasin, être plein de vie, nerveux et vigoureux, prenez No To Bac, le merveilleux révélateur qui rend forte les hommes faibles. Chez tous les pharmaciens, 25 cts en \$1. Cure garantie. Brochure et échantillon gratuits. Adresse: Sterling Remedy Co., Chicago ou New York.

L'ABELLE

-DE LA-

NOUVELLE-ORLEANS.

Trois Editions Distinctes

Edition Quotidienne,

Edition Hebdomadaire,

Edition du Dimanche

ABONNEMENTS PAYABLES D'AVANCE.

EDITION QUOTIDIENNE

Pour les Etats-Unis, port compris :

Un an \$6.00 6 mois \$3.50 3 mois \$2.00

EDITION HEBDOMADAIRE

Pour les Etats-Unis, port compris :

Un an \$7.50 6 mois \$4.50 3 mois \$2.50

EDITION DU DIMANCHE

Cette édition étant comprise dans notre édition quotidienne, les abonnés y ont droit. Les personnes qui veulent s'y abonner doivent s'adresser aux marchands.

Notre agent pour faire leurs remises

MANDATS-POSTAUX ou par

LES SUR EXPRESS.

Feuilleton

-DE-

L'Abelle de la N. O.

Commencé le 11 juillet, 1900.

LA

Charmeuse d'Enfants

GRAND ROMAN INÉDIT

Par Jules Mary.

PREMIERE PARTIE

Une Haine d'un Siècle

XIII

LETTER D'AMOUR.

(Suite.)

La porte du bureau est gran-

de ouverte. Le duc entre, sans aucun soupçon.

—Pardou, monsieur Girodias, dit-il. Girodias reste dans une immobilité absolue. Horace s'approche et lui touche l'épaule.

Le vieillard ne bouge pas. Et tout à coup, Villefort se penche, puis se relève, s'éloigne avec un cri d'horreur... les bras étendus comme pour écarter un fantôme... dans la première épouvante de ce spectacle.

Girodias ne dort pas. Girodias est mort. Son front repose sur son bureau et il est assis dans son fauteuil.

Les deux mains pendent. Dans le dos, un poignard, jusqu'à la garde. Ce poignard qui servait à Girodias de coupe-papier et se trouvait toujours sur son bureau.

La mort a certainement été foudroyante. Le poignard a traversé le cœur.

Du sang, avec un peu d'écume, est sorti par la bouche et a taché les papiers épars sur la table.

C'est tout. Rien de dérangé, du moins en apparence, rien d'anormal... Et le duc, debout contre la porte, le cœur battant, passe la main sur son front, comme pour

écarter un rêve... Tout à coup il se précipite dans la maison, en criant:

—Au secours! M. Girodias se meurt! Son cri retentit lugubrement et ne trouve pas d'écho. Alors, un effroi le saisit.

Si quelqu'un le trouvait seul en cette maison, auprès de ce cadavre? Est-ce que le soupçon ne viendrait pas que c'est lui qui a tué?... Est-ce que l'occasion ne serait pas toute naturelle, presque certaine, presque forcée, même.

Il se retire, il sort... il veut s'en aller sans être vu... Et sur le seuil même, revenant aux Grandas-Roches et montant le perron, il se trouve face à face avec les deux fils de Girodias!

Le duc s'écria: —Ah! messieurs, messieurs, un grand malheur!

Ils reculent interdits, à cette apparition. —Un malheur! —Votre père...

Les deux frères, pâles, se regardent, se rapprochent l'un de l'autre pour opposer leurs deux forces réunies à la catastrophe qu'on va leur apprendre.

—Ah! c'est horrible, ce que je viens de voir, dit le duc... Quel que soit l'éloignement de nos deux familles, je vous plains, ah! je vous plains de tout mon cœur...

—Mais que se passe-t-il, mon-

sieur de Villefort? De quel si grand malheur sommes-nous menacés?

—Votre père... vient d'être assassiné... —Assassiné!

Ils eurent tous deux le même cri d'horreur et se précipitèrent dans la maison. Et ils virent tomber, en sanglotant, aux pieds de leur père inanimé.

Villefort respecta leur douleur. Il voulait les laisser, se retirer discrètement.

Ils s'aperçurent, en relevant la tête et malgré leurs larmes, qu'il s'éloignait et que déjà il atteignait la porte.

Alors ils se relevèrent: —Monsieur de Villefort! Gaston alluma des bougies, dont la flamme, que faisait vaciller un peu d'air passant par la fenêtre ouverte, éclaira d'une lumière tremblante le lugubre spectacle.

Pierre avait saisi le duc par le bras. —Ne partez pas encore monsieur... nous avons besoin de vous entendre. Il faut que vous nous donniez des renseignements... que vous nous disiez comment vous vous trouviez là... que vous guidiez autant que possible nos recherches, puisque vous êtes le premier qui avez connu ce crime...

Le duc s'inclina: —Je reste, monsieur, bien que je ne prévois point que j'aurai

quelque chose à vous dire... Alors, Pierre dit à Gaston:

—Toi, Gaston, va vite, va prévenir la gendarmerie... Ensuite, par questions rapides, nerveuses, entrecoupées de silence et de sanglots, Pierre interrogea le duc de Villefort. De puis combien de temps Horace était-il aux Grandas-Roches? Comment avait-il pu pénétrer jusqu'après de Girodias? Dans quel état l'avait-il trouvé? Le vieillard respirait-il encore? Pourquoi était-il venu? Et qu'avait-il à faire avec Girodias?

Le duc répondit à toutes ces questions. Pierre l'écoutait avec une attention extrême, l'œil en dessous, déjà soupçonneux.

Horace ne pouvait révéler au jeune homme tout ce qui s'était passé entre sa mère et Girodias, les menaces de celui-ci, ce secret d'honneur qu'il prétendait posséder et qu'il avait voulu vendre.

Il dit seulement, répondant à la dernière question: —J'avais, il se peut que vous le sachiez, des affaires très importantes à régler avec votre père... Votre père possédait sur moi des créances importantes et nombreuses, rachetées à Paris dans un but qu'il vous est facile de deviner si Girodias ne vous a pas mis au courant de ses secrètes intentions.

—Nos connaissances les intentions de notre père...

—Et l'existence de ces créances?... —Qui se montaient à environ quatre cent vingt mille francs.

—Votre père n'avait pas de secret pour vous! —Notre fortune était la sienne. Sa fortune était la nôtre. Nous mettions tout en commun... Il vous avait mis en demeure de régler aujourd'hui... Nous étions prévenus... Il vous attendait, il me semble, dans le courant de la matinée... Dans mon frère et moi, nous avons été absents toute la journée, de telle sorte nous ignorons ce qui s'est passé...

—Je suis venu, en effet, ce matin... —Alors, pourquoi êtes-vous ici de nouveau? —J'avais à interroger votre père sur des détails qui ont un intérêt particulier pour moi...

—Vous avez réglé vos comptes avec lui?... —Le duc ignorait ce qui s'était passé entre la duchesse et Girodias. Il ne voulut pas répondre. Pierre n'y prit pas garde.

Il se fit du bruit dans la cour. Des gens, attirés par la nouvelle qui s'était bientôt répandue, accouraient effarés, suivant les gendarmes, qu'amenaient Gaston. Les gendarmes furent introduits auprès du cadavre.

Et aussitôt, sans autre préambule, Pierre leur dit: —Vous savez à interroger plus tard M. de Villefort sur sa

présence auprès de notre père. La maison était déserte. Les portes étaient ouvertes. Et lorsque nous sommes arrivés, M. de Villefort en sortait très troublé, très ému...

—Monsieur, dit Villefort... Est-ce que, par hasard... Est-ce que vous auriez la pensée... Je n'ai aucune mauvaise pensée, monsieur, mais je suis obligé de constater ce que j'ai vu... ce que vous vous-même, du reste, ne pouvez nier... Notre père vient d'être frappé... assassiné... et nous vous avons surpris auprès de son cadavre.

—Je méprise une parole et aussi folle accusation. —Monsieur, dit Pierre, je vous jure que je ne vous accuse pas. Le maréchal des logis s'adressa à Villefort:

—Monsieur le duc, ce que dit M. Pierre Girodias est-il vrai? —C'est exact.

—En ce cas, je vais être obligé de recevoir votre déposition... Veuillez ne pas vous égarer, je vous prie... et allez m'attendre au salon, où je vous rejoindrai dans un instant.

Le duc n'avait qu'à obéir. Lorsqu'il fut sorti, les gendarmes, avec Pierre et Gaston, procédèrent à leurs constatations, examinant avec minutie le cabinet de travail.

Il n'y avait aucun désordre sur le bureau; Girodias était sans doute en train de ranger des papiers lorsqu'il avait été